



**LES JOURNALISTES FORMENT UN SEUL FRONT CONTRE LA DESINFORMATION.**

LA FORMATION D'UN FRONT DEMOCRATIQUE CONTRE LA DESINFORMATION PROPOSEE PAR LE PRESIDENT DE L'UNION NATIONALE DES JOURNALISTES DU SALVADOR ET SECRETAIRE A LA SOLIDARITE DE LA FEDERATION LATINO-AMERICAINE DES JOURNALISTES (FELAP), A ETE APPROUVEE PAR CONSENSUS GENERAL AU COURS DE LA DEUXIEME CONFERENCE DES JOURNALISTES D'AMERIQUE CENTRALE ET DES CARAIBES QUI S'EST DEROULEE A MANAGUA DU 25 AU 27 JUIN.-

LA CONFERENCE, A LAQUELLE ONT PARTICIPE PLUS DE 70 DELEGUES DE 47 PAYS, A ETE ORGANISEE PAR L'ORGANISATION INTERNACIONALE DES JOURNALISTES (O.I.P.), LA FEDERATION LATINO-AMERICAINE DES JOURNALISTES (FELAP) ET L'UNION DES JOURNALISTES DU NICARAGUA (U.P.N.).-

CE CONCLADE DE JOURNALISTES A EGALEMENT ADOPTE A L'UNANIMITE, LE DOCUMENT INTITULE 'DECLARATION DE MANAGUA' QUI DENONCE ET CONDAMNE LA GUERRE SECRETE DECLENCHEE PAR L'ADMINISTRATION REAGAN CONTRE LE NICARAGUA AFIN DE DETRUIRE LA REVOLUTION SANDINISTE. CETTE DECLARATION EXIGE EN OUTRE L'APPLICATION DES RESOLUTIONS DU TRIBUNAL INTERNATIONAL DE LA HAYE.-

DANS SA RESOLUTION FINALE SUR L'AMERIQUE CENTRALE ET LES CARAIBES, LA CONFERENCE DENONCE ET CONDAMNE LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS POUR CE QU'ELLE A QUALIFIE DE 'PRATIQUES D'AGRESSION IDEOLOGIQUE, MILITAIRE, POLITIQUE ET ECONOMIQUE' CONTRE LES PAYS DE CETTE ZONE QUI, APRES DE CRUELLES LUTTES, ONT ESSAYE DE SAUVER LEUR VERITABLE IDENTITE, LEUR AUTO-DETERMINATION ET LEUR SOUVERAINETE.-

ENTRETEMPS, DANS UNE DES SIX RESOLUTIONS APPROUVEES PAR LA CONFERENCE, L'ADMINISTRATION AMERICAINE EST ACCUSEE D'ALIENER LA SOUVERAINETE DU PEUPLE DU HONDURAS EN TRANSFORMANT CE TERRITOIRE EN UNE GIGANTEQUE BASE MILITAIRE, SCENE DE LA PREPARATION D'UN NOMBRE ILLIMITE D'AGRESSIONS CONTRE LE NICARAGUA ET D'INTERVENTION AU SALVADOR.-

APRES UNE EVALUTATION DES DEMARCHES REALISESS PENDANT 18 MOIS PAR LE GROUPE DE CONTADORA AFIN DE TROUVER UNE SOLUTION PACIFIQUE A LA GRAVE CRISE QUI SECOUE L'AMERIQUE CENTRALE, LES JOURNALISTES DE LA CONFERENCE LUI ONT REITERE LEUR APPUI ET ILS ONT EXHORTE LES CHEFS D'ETAT DE COLOMBIE, DU PANAMA, DU VENEZUELA ET DU MEXIQUE (PAYS QUI FORMENT CE GROUPE) A INSISTER POUR QU'ILS ATTEINGENT LEURS OBJECTIFS.-

POUR CE QUI CONCERNE LA MATERIALISATION DU FRONT DEMOCRATIQUE CONTRE LA DESINFORMATION DANS LES CARAIBES ET EN AMERIQUE CENTRALE, IL A ETE PREVU LA CREATION A COURT TERME DE CENTRES REGIONAUX D'INFORMATION ET DE DIFFUSION DES MOUVEMENTS DE LIBERATION NATIONALE DE LA REGION AFIN DE CONTRECARRER LA MANIPULATION ET L'USAGE DENATURE DES MEDIA, PRATIQUES UTILISEES PAR CEUX QUI S'OPPOSENT A CE QUE CES PEUPLES FORGENT LEUR PROPRE HISTOIRE.-

409. 11481

LES PARTICIPANTS A LA CONFERENCE SONT D'ACCORD POUR QUE CES CENTRES SOIENT OUVERTS DANS UN PREMIER TEMPS AU VENEZUELA, AU MEXIQUE, EN EQUATEUR, EN ARGENTINE ET AUX ETATS-UNIS ET DANS UN SECOND TEMPS, EN EUROPE ET DANS LES AUTRES CONTINENTS.-

#### LA DEFENSE DES CONSOMMATEURS AU NICARAGUA.

LE CONSEIL D'ETAT A APPROUVE L'ETABLISSEMENT DE MECANISMES JURIDIQUES AFIN DE SANCTIONNER TRES FORTEMENT LA SPECULATION.-

CETTE DISPOSITION, QUI ENTRERA EN VIGUEUR QUAND LA JUNTE DE GOUVERNEMENT PUBLIERA LE REGLEMENT DE LA LOI DE DEFENSE DU CONSOMMATEUR, A ETE PRISE LE 30 MAI, UN JOUR APRES QUE LE MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR (MICOIN), M. DIONISIO MARENCO, AIT ANNONCE L'ETABLISSEMENT D'UN RESEAU PRIVE ET PUBLIC QUI GARANTISSE LA DISTRIBUTION DE HUIT PRODUITS ESSENTIELS AU NIVEAU NATIONAL.-

CETTE LOI INCLUT DE GRAVES SANTIIONS CONFORMES AU CODE PENAL EN VIGUEUR A L'ENCONTRE DES FONCTIONNAIRES IMPLIQUES DANS LA SPECULATION DES ALIMENTS ESSENTIELS QUI NE SONT DISTRIBUES QUE PAR LES CANAUX OFFICIELS. CECI SIGNIFIE QUE LES ALIMENTS DE PREMIERE NECESSITE DISPARAITRONT DES POINTS DE VENTE INSTALLES PAR LE MICOIN DANS LES CENTRES DE TRAVAIL, SUPERMARCHES ET MAGASINS POPULAIRES OU PAYS.-

PENDANT CE TEMPS, LE MINISTRE MARENCO A ANNONCE LA REDUCTION DES SUBSIDES POUR LES ALIMENTS ESSENTIELS QUI ATTEIGNAIENT CENT VINGT MILLIONS DE DOLLARS. CES SUBSIDES ONT ETE REDUITS DE MOITE ET ILS NE COUVRIRONT PLUS QUE LE LAIT ET LE SUCRE.-

LES DEBATS SUR LES REFORMES RELATIVES A CETTE LOI ONT MOTIVE DE FROTES ACCUSATIONS CONTRE LES ACCAPAREURS QUI ONT ETE APPELES 'CRIMINELS DE L'ALIMENTATION DU PEUPLE'. LES ORGANISATIONS REPRESENTEES AU CONSEIL D'ETAT ONT DECIDE DE DONNER PLUS DE PUVOIRS A LA POLICE SANDINISTE AFIN QU'ELLE PUISSE CONTRECARRER L'ACTION DES SPECULATEURS.-

CETTE DISPOSITION ETABLIT QUE LE TRANSPORT DES ALIMENTS SOUS CONTROLE D'ETAT NE SERA EFFECTUE QUE PAR DES VEHICULES AUTORISES PARA LE MICOIN ET QUE CEUX QUI TRANSGRESSENT LA PRESENTE LOI RECEVRONT DES AMENDES ALLANT DE CENT A DIX MILLE DOLLARS. DE PLUS, LES MARCHANDISES ET LE VEHICULE UTILISE POUR LES TRANSPORTER LEUR SERONT CONFISQUES ET LEURS LICENCES DE COMMERCE ANNULEES.-

UNE DERNIERE REFORME A CETTE LOI PREVOIT QUE LES JUGES DE POLICE POURRONT APPLIQUES DES SANTIIONS AUX SPECULATEURS DE PRODUITS DE PREMIERE NECESSITE ET QUE LE PROCUREUR DE JUSTICE POURRA INTERVENIR FACILEMENT. CETTE PROPOSITION A ETE FAITE PAR LA DELEGATION DU FRONT SANDINISTE (F.S.L.N.) AU PARLEMENT.-

SEULE L'OPPOSITION REPRESENTEE PAR LES PARTIS SOCIAL-CHRETIN SOCIAL DEMOCRATE, LIBERAL CONSTITUTIONNALISTE ET CONSERVATEUR DEMOCRATE S'EST OPPOSEE A CETTE DISPOSITION.-

UNE FOIS LES REFORMES A LA LOI DE DEFENSE DU CONSOMMATEUR APPROUVEES PAR LE CONSEIL D'ETAT, LA LOI ANTERIEURE, QUI NE PREVOYAIT PAS LA CONFISCATION DES MARCHANDISES NI LES SANCTIONS POUR LES FONCTIONNAIRES IMPLIQUES DANS LA SPECULATION, EST DEROGEE.-

AU COURS DU MOIS DE JUIN, LE MICOIN A COMMENCE A MONTER LE RESEAU DE DISTRIBUTION DES ALIMENTS DANS LEQUEL PARTICIPERONT PLUS DE DOUZE MILLE PETITS COMMERCANTS PRIVES ASSOCIES A DES ORGANISMES D'ETAT.-

COSTA RICA: RESUME D'UNE OFFENSIVE DIPLOMATIQUE.

LE PRESIDENT DU COSTA RICA, M. LUIS ALBERTO MONGE, A CONCLU LA DERNIERE SEMAINE DE JUIN UNE TOURNEE DE 30 JOURS DANS ONZE CAPITALES EUROPEENNES A LA RECHERCHE D'APPUI ECONOMIQUES ET POLITIQUES.-

L'OBJECTIF DU PERIPLE, EXPOSE DANS UN COMMUNIQUE OFFICIEL, ETAIT LA RECHERCHE D'UN ''SOUTIEN EFFICACE A NOTRE POLITIQUE DE PAIX ET DE DESARMEMENT UNILATERAL ET VOLONTAIRE AINSI QU'A NOTRE NEUTRALITE ACTIVE, PERPETUELLE ET NON ARMEE''.-

M. MONGE CHERCHAIT EN OUTRE L'OBTENTION D'UNE AIDE TECHNIQUE ET FINANCIERE DE MEME QUE LE DEVELOPPEMENT DU COMMERCE ET DES INVESTISSEMENTS D'EUROPE OCCIDENTALE AU COSTA RICA.-

DANS LE DOMAINE POLITIQUE, LE PRESIDENT MONGE ET SA SUITE ONT OBTENU, DANS LE VIEUX CONTINENT, UN GRAND NOMBRE DE DECLARATIONS OFFICIELLES D'APPUI AU SYSTEME COSTARICAIN ET A LA POLITIQUE EXTERIEURE DE SON GOUVERNEMENT. CEPENDANT, L'IMPORTANCE DE CES DECLARATIONS NE POURRA SE MESURER QUE PAR L'ASSISTANCE ET LE TRAITEMENT ECONOMIQUE VIS-VIS DE CE PAYS.-

DANS CE DOMAINE, PLUSIEURS GOUVERNEMENTS EUROPEENS ONT PROMIS DE FINANCER QUELQUE CENT MILLIONS DE DOLLARS QUI PERMETTRAIENT AU COSTA RICA DE FAIRE FACE A DES ENGAGEMENTS RELATIS AU DEFICIT DE SA BALANCE COMMERCIALE.-

AU DELA DES PROMESSES, LE PLUS GRAND SUCCES DU PRESIDENT MONGE A ETE DE CONVAINCRE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE DE LA NECESSITE D'EFFECTUER A SAN JOSE UNE CONFERENCE DES MINISTRES DES RELATIONS EXTERIEURES EUROPEENS AVEC LEURS HOMOLOGUES CENTRE-AMERICAINS ET DU GROUPE DE CONTADORA.-

AU COURS DE LA RENCONTRE PROGRAMMEE POUR SEPTEMBRE PROCHAIN, SERONT ANALYSEES LES POSSIBILITES DE AIDE EUROPEENNE A LA REGION DANS LE CADRE D'UNE PROPOSITION QUE LE PRESIDENT MONGE A FORMULEE AU COURS DE SA TOURNEE ET QUI DEMANDE A L'EUROPE D'AGIR DE MANIERE ''DECISIVE ET ACTIVE'' DANS LA SOLUTION AU PROBLEME CENTRE-AMERICAIN.-

AU COURS DE SA VISITE, M. MONGE A TENU UN DISCOURS MODERE QUI NE DIFFERAIT PAS SUBSTANTIUELLEMENT DE CELUI QU'IL TIEN DEPUIS QU'IL A ASSUME LE POUVOIR EN MAI 1982, MAIS VIDE DE RETHORIQUE DE DROITE ET SUBILEMENT CRITIQUE VIS-A-VIS DE LA STRATEGIE NORDAMERICAINE POUR LA REGION.-

IL A TOUT D'ABORD INSISTE A PLUSIEURS REPRISES SUR LE FAIT QUE SON GOUVERNEMENT N'OFFRE PAS D'ESPACE AUX ACTIONS AGRESSIVES CONTRE LE NICARAGUA. ET IL AVERTISSAIT SES INTERLOCUTEURS DU DANGER D'UNE CONFLAGRATION GENERALISEE EN AMERIQUE CENTRALE.-

A CE SUJET, IL A PROPOSE QUE TOUS LES FACTEURS MILITAIRES QUI AGISSENT DANS LA REGION, DE QUELLE NATIONALITE QU'ILS SOIENT, SE MAINTIENNENT HORS DU CONFLIT ET QU'ON ''ALISSE L'AMERIQUE CENTRALE AUX CENTRE-AMERICAINS''.-

BIEN QU'IL AIT RECONNU QUE LA PAUVRETE ET LA REPRESSION DE GOUVERNEMENTS MILITAIRES AIDES PAR LES ETATS-UNIS ONT ETE LES CAUSES PREMIERES DES CONVULSIONS POLITIQUES ET SOCIALES DE LA REGION, IL A EXPLIQUE QUE LES PUISSANCES MONDIALES ONT PROFITE DE CE CONTEXTE POUR TRANSFERER LEURS CONTRADICTIONS A CETTE ZONE DU MONDE ET LA TRANSFORMER EN UN CHAMP DE BATAILLE.-

M. MONGE S'EST RENDU DANS LES CAPITALES D'ESPAGNE, D'ALLEMAGNE, DE SUISSE, DE FRANCE, DE BELGIQUE, D'ITALIE, D'AUTRICHE, DE GRANDE BRETAGNE, DES PAYS-BAS, DU PORTUGAL ET DE LA PRINCIPAUTE DU LICHTENSTEIN.-

EN MARGE DES SUCCES ET DES ECHECS PARTIELS DE LA TOURNEE, IL EST A NOTER QUE LE PRESIDENT A REAFFIRME L'ENGAGEMENT PRIS LE 17 NOVEMBRE 1983 QUI PREVOIT LE MAINTIEN DE LA NEUTRALITE DU PAYS DANS LES CONFLITS MILITAIRES DE SA PROPRE ZONE GEOGRAPHIQUE ET LE NON-ENGAGEMENT AUX COTES DE L'ADMINISTRATION AMERICAINE DANS SA POLITIQUE AGRESSIVE.-

LA RESPONSABILITE AMERICAINE DANS LA DETTE EXTERIEURE DE  
L'AMERIQUE LATINE.

---

L'ANNONCE PAR LES BANQUES AMERICAINES D'UNE NOUVELLE AUGMENTATION DES TAUX D'INTERET BANCAIRE QUELQUES JOURS A PEINE APRES LE ''SOMMET DE CARTAGENA'', A ETE CONSIDERE COMME UN DEFI PAR LES CERCLES ECONOMIQUES LATINO-AMERICAINS.-

LES OBSERVATEURS SONT D'ACCORD POUR SIGNALER QU'AU COURS DE LEUR REUNION DU 19 AU 22 JUIN EN COLOMBIE, LES MINISTRES DES RELATIONS EXTERIEURES ET LES MINISTRES DES FINANCES D'AMERIQUE LATINE ONT ETE TRES PRUDENTS DANS LA RECHERCHE DE MECANISMES D'ENTENTE AVEC LES PAYS INDUSTRIALISES AFIN DE TROUVER UNE SOLUTION DE FOND AU PROBLEME DE LEUR DETTE EXTERIEURE.-

LE SOMMET DE CARTAGENA A REJETTE LA FORMATION D'UN ''CLUB DE DEBITEURS'' MAIS IL A SIGNE LA CO-RESPONSABILITE DES PAYS INDUSTRIALISES, DES BANQUES INGRNATIONALES ET DES ORGANISMES MULTILATERAUX DE FINANCEMENT EN DANS LA DETTE EXTERNE D'AMERIQUE LATINE.-

AU COURS DES HUIT DERNIERES ANNEES, L'AMERIQUE LATINE, DONT LA DETTE ATTEINT TROIS CENT CINQUANTE MILLIARDS DE DOLLARS, A PAYE PLUS DE CENT SOIXANTE TREIZE MILLIARDS DE DOLLARS D'INTERETS.-

LES MINISTRES REUNIS A CARTAGENA ONT SOULIGNE QUE L'AUGMENTATION DES TAUX D'INTERET, LES PROBLEMES DE LIQUIDITE, LA STRUCTURE DE LA DETTE ET LES PERSPECTIVES NEGATIVES D'AUGMENLATION ETAIENT TOUS ETRANGERS A LA DECISION DES PAYS TOUCHES.-

DANS LEURS CONCLUSION, LES MINISTRES ONT RECLAME DES MESURES CONCRETES VISANT A REDUIRE IMMEDIATEMENT LES TAUX D'INTERET QUI, ''AU COURS DES QUATRE DERNIERS MOIS, ONT CONNU UNE AUGMENTATION DE 11 A 12.5 POUR CENT''. QUELQUES JOURS PLUS TARD, CES TAUX ONT AUGMENTE D'UN AUTRE DEMI POINT, CE QUI PREPRESENT PLUS D'UN MILLIARD ET DEMI DE DOLLARS SUPPLEMENTAIRES POUR LA LOURDE DETTE LATINO-AMERICAINE.-

CURIEUSEMENT, LES BANQUES EUROPEENES ONT CONSIDERE CETTE DERNIERE AUGMENTATION COMME ''INUTILE'' ET ELLES ONT MAINTENU LES TAUX D'INTERETS ANTERIEURES QUI AVAIENT JUSQU'ALORS SUIVI LE SCHEMA AMERICAIN, BIEN QUE DANS UNE MOINDRE MESURE.-

C'EST LA RAISON POUR LAQUELLE LES COMMENTATEURS ECONOMIQUES ARRIVENT A LA CONCLUSION QUE LA DECISION DE LA NOUVELLE HAUSSE EST UNE MESURE QUI TEND A DEMONTRER QUE LES ETATS-UNIS NE SONT PAS DISPOSES A NEGOCIER DES TERMES FLEXIBLES DE PAIEMENT ET QU'ILS N'ACCEPTERONT QUE DES NEGOCIATIONS BILATERALES.-

MAIS LE CARACTERE POLITIQUE DE LA DECISION EST LE MOMENT CHOISI POUR L'ANNONCER ON ESTIME QUE D'ICI A LA FIN DE L'ANNEE, IL POURRAIT Y AVOIR DEUX AUTRES AUGMENTATIONS DE LA MEME ENVERGURE CE QUI PLACERAIT LE TAUX D'INTERET A 14 POUR CENT. CETTE HAUSSE REPRESENTERAIT ENVIRON DIX MILLIARDS DE DOLLARS DE SURCHARGE POUR LES PAYS LATINO-AMERICAINS.-

LA SERIE DE MESURES PROPOSEES PAR LE SOMMET DE CARTAGENA VISE A ''REPORTER LE PROBLEME'' CAR IL SEMBLE IMPOSSIBLE DE TROUVER UNE SOLUTION DE FOND POUR L'INSTANT, ETANT DONNE LES MODALITES D'ECHANGE FINANCIER EN VIGUEUR. IL S'AGISSAIT D'ETABLIR DES MECANISMES TEMPORELS QUI EVITERAIENT UNE INTENSIFICATION DU PROBLEME DE LA DETTE EXTERIEURE.-

IL SEMBLE QU'IL EST IMPOSSIBLE D'ARRIVER A CES ACCORDS MINIMES APRES QUE LES BANQUES AMERICAINES AIENT EU REPONDU PAR UN TEL DEFI AU SOMMET DE CARTAGENA.-

L'ALTERNATIVE DE ''MANGER DU PAYER'' QUI A ETE PRESENTEE PAR PLUSIEURS PAYS AU DEBUT DE LA REUNION A ETE REPORTEE A PLUS TARD AFIN D'ESSAYER D'ARRIVER A DES ACCORDS INITIAUX AVEC LES BANQUES INTERNATIONALES. AVEC LA REPOSE QUI EST ARRIVEE IMMEDIATEMENT APRES LA CONFERENCE, CETTE ALTERNATIVE EST DE NOUVEAU VALABLE.-